



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.42/2007/6
4 avril 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMMISSION DE STATISTIQUE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Réunion d'experts sur les registres
des activités industrielles et commerciales

Dixième réunion
Genève, 18 et 19 juin 2007
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**RÔLE DU REGISTRE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES
DANS LA COORDINATION DES DONNÉES COMPTABLES ET AUTRES DONNÉES
ADMINISTRATIVES POUR LES UTILISATEURS DE STATISTIQUES**

**REGISTRE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET DONNÉES
ADMINISTRATIVES – LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR UNE PRODUCTION
EFFICACE DE STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

Communication de la Finlande

La réunion est organisée conjointement avec l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Résumé

Le présent document a été établi par Statistics Finland à la demande du Groupe directeur sur les registres des activités industrielles et commerciales, en vue de sa présentation et de son examen lors de la Réunion d'experts conjointe CEE/Eurostat/OCDE qui se tiendra à Genève les 18 et 19 juin 2007. Fondé sur l'expérience de la Finlande, il porte sur les moyens de réutiliser les données recueillies par le secteur public ou d'autres secteurs de la société en vue de réduire en conséquence la charge de travail des entreprises, et d'améliorer le rapport coût-efficacité et la cohérence des statistiques produites.

Ce document pourrait donner lieu à un examen approfondi des meilleures pratiques permettant de mettre à profit diverses données administratives dans la production de statistiques relatives aux entreprises en intégrant les systèmes de collecte de données.

I. INTRODUCTION

1. Il s'avère aujourd'hui essentiel de trouver des moyens novateurs et performants de réutiliser les données recueillies par le secteur public ou d'autres secteurs de la société, en vue de réduire la charge de travail des entreprises et de rendre la production de statistiques plus économique et cohérente. L'utilisation des données des registres procure d'autres avantages importants, à savoir la possibilité d'offrir aux utilisateurs des statistiques de qualité en produisant des classifications détaillées et la capacité d'établir des statistiques pour une zone restreinte. Les données provenant des registres peuvent également servir à réviser, à analyser et à contrôler les statistiques fondées sur des données collectées directement.

2. Bon nombre d'instituts de statistique utilisent des données administratives pour produire leurs statistiques. Dans un dispositif de ce type, les registres de base forment la pierre angulaire d'une production diversifiée de statistiques. En général, ils sont établis initialement à l'aide de registres administratifs. Les statistiques économiques proprement dites sont ensuite produites à partir de données provenant des registres de base, de sources administratives de toutes sortes et d'enquêtes directes. Un tel modèle est également appliqué en Finlande.

3. Le registre des activités industrielles et commerciales servant de base à l'établissement de statistiques utilise des données administratives depuis sa création dans les années 70, mais l'accent est mis désormais sur les procédures et sur l'utilisation interne de ce registre en tant que moyen cohérent et efficace permettant de produire l'ensemble des statistiques économiques. Grâce au nouveau registre des entreprises répondantes (créé en 2006), qui est fondé sur le registre des activités industrielles et commerciales, les informations provenant de différentes opérations de collecte de données peuvent être rassemblées. À terme, ce nouveau registre offrira la possibilité de regrouper certaines enquêtes, d'intégrer les systèmes de collecte de données et d'offrir un service de meilleure qualité aux personnes interrogées en tenant compte des différentes opérations de collecte de données auxquelles elles participent.

II. LA CONSTITUTION DE RÉSEAUX ET LA LÉGISLATION, CONDITIONS *SINE QUA NON* DE L'UTILISATION DE DONNÉES ADMINISTRATIVES

4. La loi finlandaise sur les statistiques énonce des principes constructifs concernant l'utilisation des données administratives. Elle garantit non seulement l'accès aux fichiers administratifs, mais spécifie également que les données recueillies à d'autres fins doivent être exploitées. Cette loi précise en outre que toute administration publique est tenue de fournir à Statistics Finland les données en sa possession qui sont nécessaires à la production des statistiques. Tout organisme de statistique a le droit d'obtenir ces données gratuitement, mais le fournisseur doit recevoir une indemnisation dans les cas où il s'agit de communiquer d'importantes quantités de données diversifiées. Statistics Finland rembourse le montant des dépenses correspondantes. En 2005, Statistics Finland s'est procuré 96 % de ses éléments de données auprès de sources administratives et de services d'enregistrement.

5. Statistics Finland dispose d'un réseau de coordonnateurs chargés d'entretenir une coopération avec d'autres producteurs de statistiques officielles¹ et d'établir des contacts avec les

¹ La production de statistiques officielles est relativement centralisée, la plupart d'entre elles émanant de Statistics Finland (77 % en termes de coûts). Cependant, d'importants partenaires y contribuent également.

principaux fournisseurs de données. Des réunions sont régulièrement organisées avec le personnel de direction de l'administration fiscale et d'autres organes administratifs qui communiquent des données. L'objectif de Statistics Finland est d'influer sur la quantité, le champ d'application et la qualité des données que les gestionnaires de registres recueillent et stockent dans leurs bases de données.

6. La coopération avec les autorités compétentes en matière de registres facilite l'accès aux données et améliore la qualité des statistiques. Un comité permanent des gestionnaires de registres – groupe consultatif volontaire d'institutions qui gèrent des registres en Finlande – existe depuis 1997. Ce comité, nommé par le Ministère de l'intérieur pour un mandat d'une durée de trois ans, est composé de représentants de chaque organisme membre à l'échelon le plus élevé. Ses travaux portent essentiellement sur la mise au point des registres, la coopération entre ceux-ci et l'élaboration de définitions fondamentales aux fins d'une politique en la matière. L'objectif consiste à développer l'utilisation et à améliorer l'utilité des registres dans la société en général. Dans cette optique, il est prévu de les faire mieux connaître et de renforcer la confiance que leur porte le grand public. Le comité organise par exemple chaque année une journée portes ouvertes à l'occasion de laquelle les registres sont présentés et le public a librement accès aux données le concernant pour les contrôler.

7. Les membres de ce groupe sont des organismes chargés de tenir des registres tels que le Service de l'état civil, l'Office des brevets et immatriculations, l'administration fiscale, Statistics Finland, le Service national du cadastre, les ministères, les municipalités et la Chambre de commerce centrale. Le premier secrétaire du Ministère de l'intérieur fait office de président.

8. Selon la loi sur les statistiques, les données obtenues auprès des organes qui fournissent des données administratives doivent être utilisées uniquement pour établir des statistiques. Une telle disposition s'avère essentielle pour conserver la confiance des fournisseurs des données initiales. Statistics Finland conclut avec ceux-ci des contrats bilatéraux de coopération précisant la façon dont les données seront utilisées. Statistics Finland n'est pas habilitée à transférer à d'autres organismes les données administratives recueillies au niveau local, à l'exception de certaines données provenant du registre des activités industrielles et commerciales (voir le chapitre VI). Cependant, les registres administratifs peuvent être utilisés pour différents types d'études statistiques et aux fins d'analyse par des clients extérieurs.

III. LE REGISTRE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES EN TANT QUE REGISTRE STATISTIQUE DE BASE

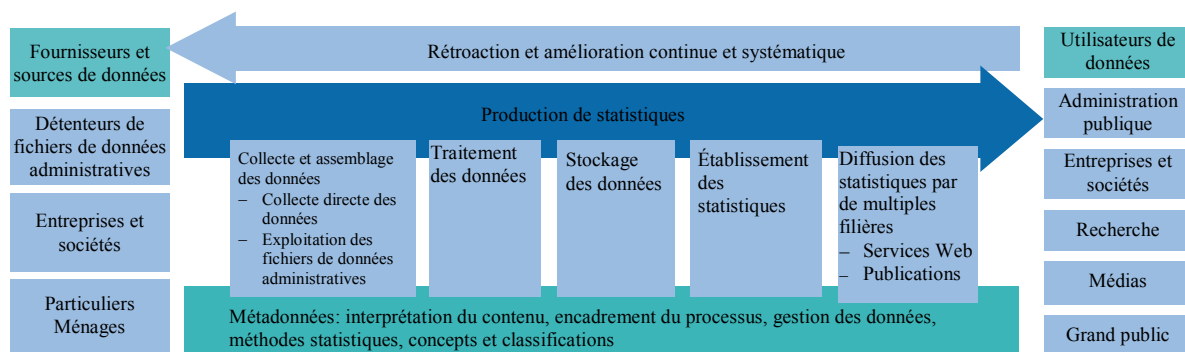
A. Utilisation de données administratives dans le cadre de la production de statistiques à Statistics Finland

9. La production de statistiques se divise en cinq phases différentes: collecte et assemblage des données, traitement des données, stockage des données, établissement de statistiques et diffusion des statistiques par de multiples filières. Les fichiers de données administratives, dont proviennent 96 % des éléments de données reçus par Statistics Finland, occupent une place centrale dans la collecte et l'assemblage des données.

10. L'utilisation des registres repose sur le principe fondamental de la codification, selon lequel un code est attribué à chaque unité d'information pour pouvoir l'identifier clairement.

Un système général de codage, tel que le code d'identité personnel et le numéro d'identification de l'entreprise, est indispensable à une large utilisation des registres administratifs, car il permet d'exploiter efficacement différents registres de ce type. Les statistiques économiques y gagnent également en cohérence, vu que la même classification des entreprises par branche d'activité peut, par exemple, être utilisée dans différentes statistiques.

Figure 1. La production de statistiques à Statistics Finland



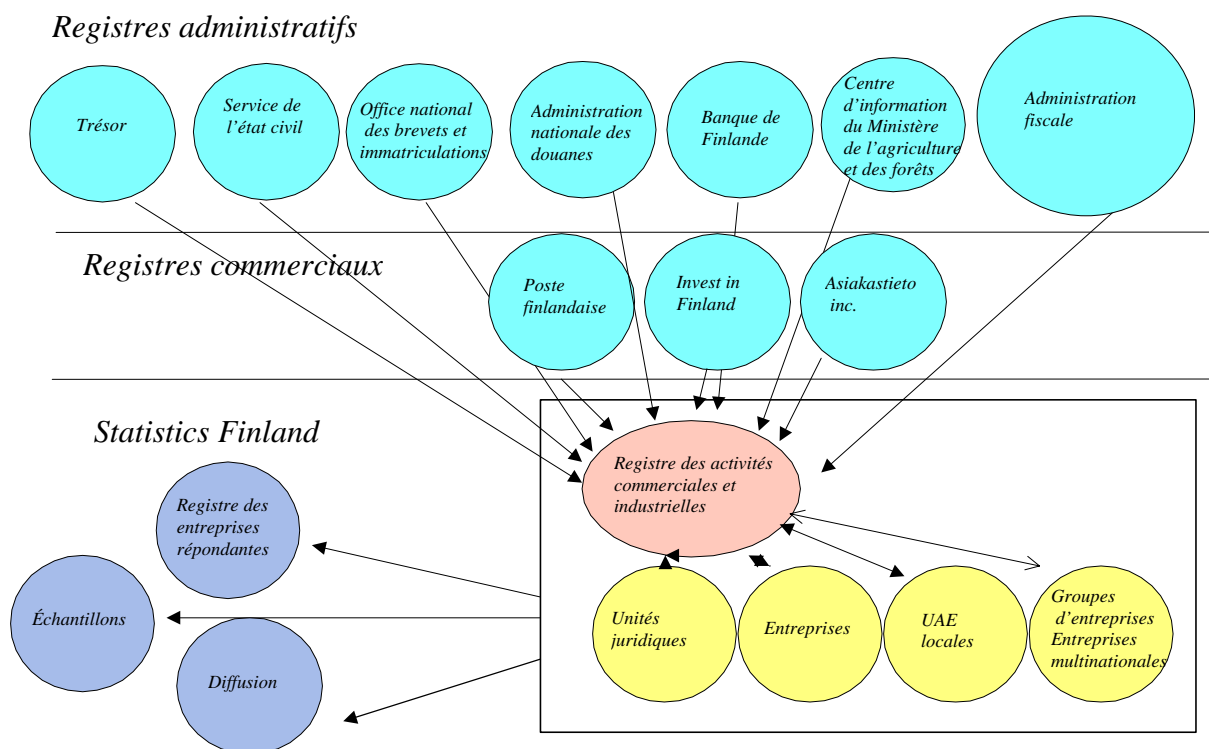
11. Les registres statistiques de base existant en Finlande sont l'état civil, le registre des bâtiments et des logements et le registre des activités industrielles et commerciales. Le présent document porte plus particulièrement sur le rôle de ce dernier.

B. Sources administratives sur lesquelles repose le registre des activités industrielles et commerciales

12. Statistics Finland est l'organisme responsable du registre statistique des activités industrielles et commerciales. Il recueille et rassemble des données provenant de multiples sources, ainsi que des données concernant les petites unités commerciales et les unités d'activité économique (UAE) locales et, dans une mesure croissante, des données sur les groupes d'entreprises, voire des groupes multinationaux d'entreprises. Les sources de données du registre des activités industrielles et commerciales sont administratives et commerciales et proviennent également d'enquêtes. Sur le registre légal, appelé Système d'information sur les entreprises, sont enregistrés les unités juridiques et leur numéro d'identification. L'administration fiscale et l'Office national des brevets et immatriculations en assurent conjointement la gestion.

Figure 2. Registres dont proviennent les données du registre des activités industrielles et commerciales

Sources de données du registre des activités industrielles et commerciales



Sources de données administratives:

Fournisseur de registre	Contenu	Périodicité
Administration fiscale	Registre des clients	Mensuelle
Administration fiscale	Fichier de données sur la fiscalité des entreprises (données comptables)	– Données sur l'exercice comptable Mises à jour effectuées à mesure que les données s'accumulent
Administration fiscale	Fichier de données sur les impôts applicables aux producteurs primaires	Annuelle

Fournisseur de registre	Contenu	Périodicité
Administration fiscale	Données sur la TVA et les prélèvements à la source des impôts proportionnels au salaire ²	Mensuelle
Administration fiscale	Données sur les salaires annuels (registre des prélèvements d'impôts à la source)	Annuelle
Administration fiscale	Données sur les propriétaires et associés	Annuelle
Administration des douanes	Données sur le commerce extérieur et le commerce intracommunautaire	Annuelle
Office des brevets et immatriculations	Registre du commerce, fusions, rapports annuels	Bimestrielle
Service de l'état civil	Registre des bâtiments et des logements	Annuelle
Banque de Finlande	Investissements directs	Annuelle
Trésor	Emploi, administration centrale	Annuelle
Caisse de retraite des collectivités locales	Emploi, collectivités locales	Annuelle
Centre d'information du Ministère de l'agriculture et des forêts	Registre des exploitations agricoles (analogue au registre des activités industrielles et commerciales)	Annuelle

Sources de données commerciales:

Fournisseur de registre	Contenu	Périodicité
Poste finlandaise	Registre des adresses Fichier des adresses des entreprises	Semestrielle Bimestrielle
Invest in Finland	Intérêts étrangers	Annuelle
Suomen Asiakastieto	États financiers consolidés	Annuelle

² TVA = taxe sur la valeur ajoutée.

13. Le registre des activités industrielles et commerciales devrait être un outil permettant de mobiliser des données administratives pour produire des statistiques. Ainsi qu'il ressort de la liste ci-dessus des différents fichiers et registres, un tel principe est réellement mis en pratique. Le registre finlandais des activités industrielles et commerciales concentre effectivement la masse des données disponibles pour les processus statistiques.

14. En l'occurrence, l'avantage tient au fait que le numéro d'identification de l'entreprise est largement utilisé dans divers registres et sources de données, ce qui permet de les mettre à jour efficacement et de relier entre eux des fichiers de données distincts. Cela fait déjà longtemps qu'un identifiant général est utilisé en Finlande pour les entreprises. Une loi expressément consacrée au système d'information sur les entreprises et au numéro unique d'identification de l'entreprise³ est appliquée en Finlande depuis 2001.

15. Le registre des activités industrielles et commerciales contient des données datant en principe de moins d'un mois, vu que les unités juridiques de départ ainsi que certaines variables quantitatives font l'objet d'une mise à jour mensuelle dans les sources administratives sur lesquelles il repose. Parallèlement aux sources administratives, le registre des activités industrielles et commerciales recourt également à des données collectées directement. Une enquête est réalisée chaque année auprès de toutes les entreprises comptant plusieurs UAE locales, tandis que d'autres enquêtes spéciales sont effectuées auprès d'un échantillonnage en partie variable de sous-groupes cibles. En moyenne, 8 % des entreprises et 13 % des UAE locales sont ainsi interrogées chaque année.

16. Le principal objectif de telles enquêtes consiste à déterminer à jour les structures des entreprises et à recueillir des données sur les UAE locales. Celles-ci n'étant pas des unités administratives, aucune source administrative n'est susceptible de fournir des données à ce sujet. Les enquêtes visent également à vérifier les changements survenus (type d'activité, lieu d'implantation, régime de propriété, fusions, etc.). Aux fins du registre des activités industrielles et commerciales et des statistiques régionales de l'emploi, une enquête commune est également réalisée parmi les entreprises ayant plusieurs UAE locales, ce qui peut être considéré comme raisonnable du point de vue des personnes interrogées (voir également le chapitre IV).

17. Pour alléger la charge de travail que cela implique, Statistics Finland a mis en place un outil permettant d'utiliser Internet pour participer aux enquêtes. Cet outil a été élaboré et intégré sous la forme d'une application interne (ce système est baptisé XCola). En 2006, il est devenu possible d'envoyer des réponses en ligne par voie électronique dans le cadre des opérations de collecte de données effectuées auprès des entreprises et des sociétés. Des dispositions initiales ont été prises pour recevoir automatiquement des données provenant du système comptable des entreprises. De nombreux autres services d'enregistrement fonctionnant au sein de l'administration recourent eux aussi à la collecte de données par voie électronique.

18. Le registre des activités industrielles et commerciales a récemment été élargi de façon à englober les rubriques restantes des sections A et B de la Nomenclature générale des activités

³ Ce numéro est officiellement attribué à toute nouvelle unité juridique qui s'inscrit pour la première fois dans le système d'information sur les entreprises. Chacun peut accéder aux données de base de ce système à l'adresse Internet <http://www.ytj.fi/>.

économiques dans les Communautés européennes (NACE). Le fichier de données sur les impôts applicables aux producteurs primaires est désormais intégré parmi les sources de données du registre. Ce fichier fournit des données relatives au revenu des exploitations agricoles. Le Centre d'information du Ministère de l'agriculture et des forêts dispose d'un registre des exploitations agricoles, plutôt axé sur la production. Celui-ci devrait être relié au registre des activités industrielles et commerciales de façon à pouvoir l'utiliser conjointement, s'il y a lieu, avec le registre économique des agriculteurs en activité.

19. Les nouveaux ensembles de données comprennent les fichiers de l'administration fiscale sur les propriétaires et associés. Le registre des activités industrielles et commerciales a reçu ces données pour la première fois au printemps de 2007. Celles-ci constituent une bonne base pour améliorer la qualité et la couverture de la variable emploi concernant les chefs d'entreprise.

20. Le champ couvert par les données sur les groupes d'entreprises a progressivement été élargi. La principale source de ces données réside dans les rapports annuels. Une partie des données est reçue par voie électronique par le fournisseur privé de données, qui les sauvegarde, l'autre partie provenant de travaux de mise à jour effectués manuellement. Les données sur les groupes d'entreprises concernent souvent des multinationales et de nouvelles tâches doivent être assumées en raison de la mondialisation (Statistiques du commerce des filiales étrangères (FATS), registre EuroGroups, règlement relatif aux répertoires d'entreprises). La collecte de données aux fins du registre des activités industrielles et commerciales et des statistiques FATS fait l'objet d'une coopération.

21. Des données sur les propriétaires et les parts de capital des entreprises à responsabilité limitée sont enregistrées dans les fichiers de l'administration fiscale depuis 2006: ces données devraient être très utiles pour les mises à jour concernant les groupes d'entreprises et les liens financiers entre sociétés.

IV. LIENS ENTRE LES DONNÉES ADMINISTRATIVES ET LES DONNÉES D'ENQUÊTES: QUELQUES EXEMPLES

A. Statistiques structurelles des entreprises

22. Les statistiques structurelles des entreprises combinent données d'enquêtes et données administratives, toutes branches d'activité confondues. Les sources de données utilisées à cet effet sont les suivantes:

- a) Fichier de la fiscalité des entreprises de l'administration fiscale;
- b) Enquêtes directes;
- c) Registre des activités industrielles et commerciales.

23. Le registre des activités industrielles et commerciales alimente la base de données des statistiques structurelles des entreprises au moyen des données suivantes: démographie des entreprises, emploi et classifications par branche d'activité, forme juridique, régime de propriété, bilan par secteur (pour 2 000 entreprises), classifications régionales, dates de création et de cessation d'activité. Le fichier de la fiscalité des entreprises contient des données normalisées provenant des états financiers et englobant les différentes rubriques des comptes de résultats et des bilans de toutes les entreprises concernées en Finlande. L'enquête directe effectuée aux fins des statistiques structurelles des entreprises couvre les principales entreprises de chaque branche

d'activité (en général, celles qui comptent plus de 20 salariés). Cette enquête produit des données plus détaillées sur les variables manquantes que les données fiscales. Toutes ces données sont rassemblées en vue de produire les statistiques finales.

24. En cas de non-réponse d'une unité ou de non-réponse sur telle ou telle rubrique, la correction se fait par imputation, les données fiscales étant alors combinées avec celles du registre des activités industrielles et commerciales et les données d'enquêtes. La principale méthode employée est un modèle de régression.

25. La collecte de données fait l'objet d'une coopération entre l'administration fiscale et Statistics Finland sur les aspects suivants:

- a) Contenu normalisé des données;
- b) Collecte conjointe de données et possibilités de tirer parti des réseaux.

26. Pour les besoins de ces deux administrations, les concepts et le contenu des données sont normalisés lorsqu'il s'agit de variables identiques, ce qui sert manifestement les intérêts des entreprises répondantes. En outre, les centres des impôts adressent aux grandes entreprises les questionnaires de Statistics Finland en même temps que les feuilles d'impôt. Les entreprises renvoient leurs formulaires directement aux deux administrations. Tant Statistics Finland que l'administration fiscale sont prêts à recevoir les données sous forme électronique par l'intermédiaire de leurs réseaux respectifs. Les centres des impôts enregistrent leurs données, celles-ci étant transférées à Statistics Finland six fois par an.

27. Un tel système s'avère avantageux pour tous les participants. La charge de travail que représente l'envoi des réponses est allégée, des méthodes modernes de transfert des données sont mises à la disposition des entreprises, les données parviennent aux organes administratifs plus rapidement et Statistics Finland a constaté que la qualité des données fiscales sauvegardées s'était améliorée. Concernant l'utilisation du registre des activités industrielles et commerciales, les liens entre ce registre et les statistiques structurelles des entreprises ont été rationalisés. Des travaux ont été effectués de façon à pouvoir utiliser le même code d'activité économique pour les unités considérées, ce code étant extrait directement du registre des activités industrielles et commerciales. Dans les cas où la collecte directe de données aux fins des statistiques structurelles des entreprises fournit des informations différentes, celles-ci sont transmises au registre des activités industrielles et commerciales. L'utilisation du même type de classification dans des statistiques différentes s'avère fondamentale pour produire des statistiques cohérentes.

B. Statistiques conjoncturelles sur les entreprises

28. La production de statistiques conjoncturelles rapides sur les entreprises est principalement tributaire des données administratives. Cependant, les données d'enquêtes et les données du registre des activités industrielles et commerciales doivent également être prises en compte. Les statistiques conjoncturelles dont il est question ici englobent les statistiques mensuelles du chiffre d'affaires et des salaires et traitements bruts dans le secteur manufacturier, la construction, le commerce de gros et de détail et d'autres services. Les sources de données utilisées à cet effet sont les suivantes:

- a) Fichier des données mensuelles de l'administration fiscale sur la TVA et les prélèvements d'impôts à la source;
- b) Enquêtes directes;
- c) Registre des activités industrielles et commerciales.

29. Les données mensuelles sur la TVA et les prélèvements d'impôts à la source proviennent des virements mensuels opérés par les entreprises elles-mêmes (aux banques) et des déclarations des contribuables (aux centres des impôts). Les données parviennent à Statistics Finland une fois par mois, chaque lot de données communiquées couvrant une période de six mois. Le délai de communication des données sur les salaires et traitements bruts est d'un mois et celui des données concernant la TVA sur les ventes de deux mois.

30. Les données administratives mensuelles sont complétées par celles qui sont recueillies directement. L'enquête effectuée auprès des plus grosses entreprises de chaque branche d'activité vise à suivre l'évolution des ventes mensuelles ventilées par activité principale et à s'assurer que les données essentielles sont reçues dans des délais suffisamment rapides, notamment dans le cas des fusions. Les données préliminaires sur le chiffre d'affaires sont produites à partir d'échantillons. Les données sur la TVA (qui couvrent la totalité des unités) sont utilisées en vue de procéder à une rapide estimation permettant de corroborer les chiffres préliminaires. C'est également un moyen d'optimiser la taille de l'échantillon (2 000 entreprises des secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des autres services) de façon à réduire la charge de travail que constitue l'envoi des réponses sans sacrifier la qualité des données.

31. La contribution du registre des activités industrielles et commerciales porte sur les variables de classification, la principale étant le code d'activité économique. Dans le cadre de la production de statistiques conjoncturelles, toutes sortes d'informations nouvelles sont obtenues, par exemple au sujet des fusions et des transformations survenues dans les entreprises. Les informations reçues sont également communiquées au registre des activités industrielles et commerciales en vue de le mettre à jour rapidement. Les services statistiques doivent coopérer étroitement tant dans la mise à jour des données de ce registre que d'autres statistiques économiques. Une telle coopération améliore la qualité et la cohérence des statistiques économiques.

C. Statistiques conjoncturelles régionales sur les entreprises

32. Les statistiques conjoncturelles régionales sur les entreprises sont fondées sur les informations contenues dans le registre des activités industrielles et commerciales concernant les établissements. Le registre est utilisé en l'occurrence en tant qu'outil permettant de convertir les données de l'échelon national à l'échelon régional (municipalités et provinces, par exemple). Les données mensuelles sur le chiffre d'affaires et les traitements et salaires sont recueillies au niveau de l'entreprise. Elles sont ventilées entre les différentes régions sur la base des données les plus récentes concernant le chiffre d'affaires et le tableau d'effectifs des établissements. Par exemple, si une entreprise compte trois établissements situés dans trois municipalités différentes et si des statistiques conjoncturelles régionales sont établies pour l'une d'entre elles,

le chiffre d'affaires mensuel réalisé par l'entreprise dans la municipalité en question est calculé en fonction de la part imputable à l'établissement concerné.

D. Le registre des activités industrielles et commerciales et les statistiques régionales de l'emploi

33. Les statistiques régionales de l'emploi, établies chaque année, font partie intégrante de la statistique des recensements de la population. Elles englobent les données suivantes: population, âge, sexe, profession, niveau d'instruction et qualifications, emploi, chômage, branche d'activité, groupe socioéconomique, revenu, situation familiale, logement, etc. Les données individuelles sur les personnes se rapportant à toutes ces variables sont disponibles dans les fichiers administratifs et peuvent être combinées grâce aux codes personnels d'identification. Pour établir des statistiques globales, il faut également disposer des données sur les employeurs et les entreprises. Les liens supplémentaires requis sont donc les suivants:

- a) Employeur, entreprise-salarié;
- b) Employeur, entreprise-UAE locale-salarié.

34. Des liens entre les employeurs et chaque salarié existent dans les fichiers des caisses des pensions ainsi que dans ceux de l'administration fiscale (données sur les prélèvements d'impôts à la source). La dimension régionale (à savoir le lien entre le salarié et son lieu de travail) doit également être prise en compte. Ce lien est établi en associant le registre des activités industrielles et commerciales et les statistiques régionales de l'emploi. Une enquête conjointe est effectuée auprès des entreprises ayant plusieurs UAE locales: le registre des activités industrielles et commerciales recueille des données sur les entreprises et les UAE locales, tandis que les statistiques régionales de l'emploi rassemblent des données sur le lieu de travail de chaque salarié, ce qui permet d'établir le lien UAE locale-salarié.

35. Les résultats de ces travaux sont fort utiles, car le lien entre les données personnelles et les données sur les employeurs permet de produire des statistiques du secteur des entreprises rattachées aux caractéristiques des salariés et, du même coup, des statistiques de la population rattachées aux caractéristiques des employeurs.

V. REGISTRE DES ENTREPRISES RÉPONDANTES – ÉLARGISSEMENT DU REGISTRE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

36. Pour réduire la charge de travail des entreprises répondantes, l'accent a été mis sur l'utilisation des données administratives tant pour le registre des activités industrielles et commerciales que pour les statistiques économiques. Selon la stratégie adoptée par Statistics Finland, le registre des activités industrielles et commerciales assume également la responsabilité des relations à entretenir avec les entreprises répondantes. Parmi les données consignées sur le registre de ces entreprises, il convient de mentionner le numéro d'identification de l'entreprise, sa raison sociale et le nom de la personne à contacter.

37. Statistics Finland procède à une soixantaine d'opérations distinctes de collecte de données sur les entreprises (décrites sur le site Internet http://tilastokeskus.fi/keruu/yritys_en.html),

qui reposent principalement sur des échantillons constitués à partir du registre des activités industrielles et commerciales. Chaque système statistique détermine les échantillons qui figureront dans le registre des entreprises répondantes: les entreprises concernées peuvent trouver dans ce registre les tâches qui leur incombent en l'occurrence, le nombre de demandes de renseignements auxquelles elles devront répondre et les dates auxquelles ces demandes seront envoyées.

38. Ce registre a été créé en 2006. Les premiers résultats obtenus pour cette année-là sont les suivants:

- a) Le nombre des entreprises répondantes est de 46 000, soit 19 % du total des entreprises finlandaises;
- b) 65 % des entreprises ont reçu une demande de renseignements;
- c) 98 % des entreprises employant plus de 250 personnes ont reçu au minimum une demande de renseignements;
- d) 5 entreprises ont répondu à plus de 20 demandes de renseignements;
- e) Le plus grand nombre de formulaires différents qui aient été envoyés à une entreprise avoisinait 300.

39. Le registre des entreprises répondantes, dont la tenue incombe au groupe chargé du registre des activités industrielles et commerciales, fonctionne sous la forme d'un registre interne de statistiques. Dans un proche avenir, il devrait également présenter des avantages pour les entreprises répondantes, qui seront informées à l'avance des demandes de renseignements dont elles sont destinataires. Le fonctionnement de ce nouveau registre et son utilisation posent toutes sortes de défis et entrent dans le cadre d'un programme visant à étoffer la collecte de données sur les entreprises. Des objectifs stratégiques ont été définis pour développer les relations avec les entreprises répondantes en leur offrant un service de meilleure qualité et en les informant des données recueillies avec leur participation. Il est prévu à terme d'intégrer différentes opérations de collecte de données et d'alléger la tâche consistant à répondre aux enquêtes.

VI. LES PRODUITS DE DIFFUSION

40. Selon la loi sur les statistiques (280/2004, sect. 18), les données du registre des activités industrielles et commerciales sont du domaine public pour les variables suivantes:

- a) Code d'identification de l'entreprise, durée de validité, forme juridique, raison sociale, branche d'activité, code de langue, siège, adresse et autres coordonnées;
- b) Type de propriétaire;
- c) Implantation et établissements;
- d) Tranche de chiffre d'affaires;
- e) Nombre total de salariés et effectifs par municipalité;

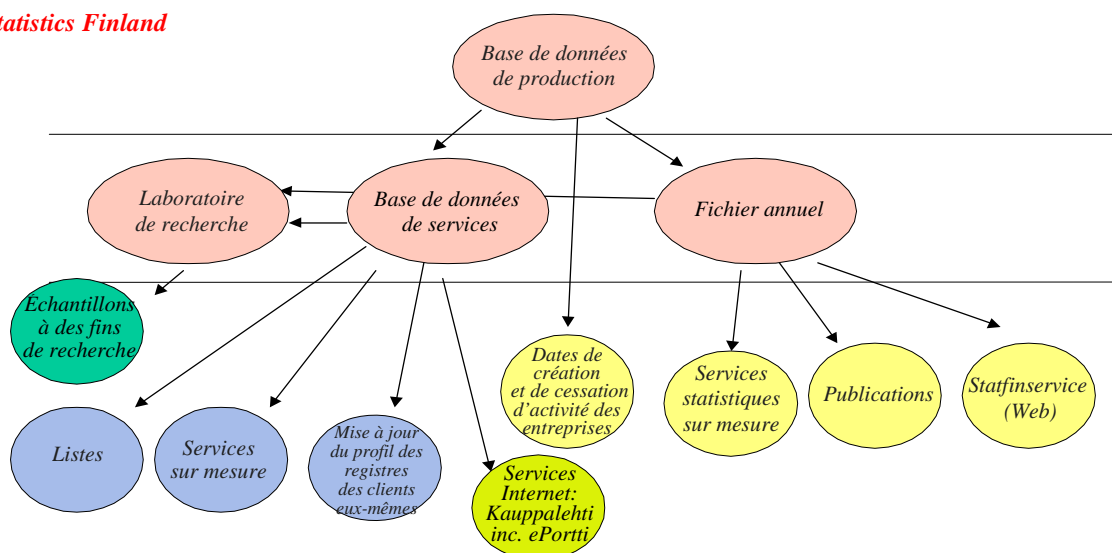
- f) Activité de commerce extérieur;
- g) Obligation d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée, activité de l'employeur et inscription sur le registre des prélèvements d'impôts à la source;
- h) Dans le cas d'un groupe d'entreprises, relations au sein du groupe.

41. La diffusion englobe la fourniture de produits statistiques, payants ou non, l'analyse des besoins d'information des clients et les indications à donner à ceux-ci concernant la façon de trouver les sources d'information voulues. Pour ce qui est des établissements, les données ci-après sont également publiques: code de l'établissement, durée de fonctionnement, raison sociale, branche d'activité, emplacement, adresse et autres coordonnées, tranche d'effectifs.

Figure 3. Services fournis par le registre des activités industrielles et commerciales

Services assurés par le registre des activités industrielles et commerciales

Statistics Finland



42. L'analyse des besoins d'information des clients et autres utilisateurs finals est d'une grande importance, tant au stade de la planification de la collecte des données que pour la commercialisation, le but étant de promouvoir l'utilisation des produits proposés. Les chercheurs peuvent, sur demande écrite, se procurer les enquêtes de conjoncture réalisées en s'adressant au laboratoire de recherche et des compilations spéciales sont offertes aux utilisateurs.

43. Les services qui sont fondés sur les données du registre des activités industrielles et commerciales ou sur les données administratives utilisées dans les statistiques économiques sont à la fois diversifiés et très prisés. En 2006, ce registre constituait à lui seul le principal produit facturable (mesuré en euros) de Statistics Finland.

VII. OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU REGISTRE DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES – LES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR UNE PRODUCTION EFFICACE DE STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

44. Le registre des activités industrielles et commerciales et confronté à de multiples défis stratégiques résultant de la mondialisation, qu'il s'agisse de fournir une description statistique des effets de celle-ci ou de les analyser. Dans le cas des sociétés multinationales, une coopération doit être établie au niveau international. Les solutions apportées dans le cadre du registre aux problèmes découlant de la mondialisation seront également utiles à certains travaux concernant d'autres statistiques économiques.

45. Pour Statistics Finland, le registre est un des moyens stratégiques permettant d'améliorer la cohérence de ses travaux. En élaborant une nouvelle stratégie pour les statistiques économiques, il est prévu de renforcer encore le rôle et l'utilisation du registre par une meilleure compatibilité des systèmes de production de l'ensemble des statistiques relatives aux entreprises. Le registre devrait servir de cadre de référence pour toutes ces statistiques. Les problèmes de cohérence diminueront si une même classification est utilisée pour une unité donnée. Il faudra aussi, dans un souci de cohérence, améliorer la collecte et le traitement des données relatives aux plus grandes entreprises.

46. Le renforcement du rôle du registre des activités industrielles et commerciales en tant que cadre applicable à toutes les statistiques relatives aux entreprises permettra d'établir plus efficacement ces statistiques. Le registre constitue manifestement une base solide pour la production de statistiques économiques. Il devrait être la source directe des informations essentielles sur les entreprises et les établissements. Ses principaux atouts résident dans les procédures appliquées et la qualité des produits. Au sein de Statistics Finland, le cadre global que constitue le registre confère aux statistiques un caractère cohérent, réduit les coûts (échantillons plus restreints, effets de synergie dans l'exécution des tâches) et rend les procédures plus efficaces. La coopération avec les fournisseurs de données administratives permet d'exercer un contrôle de qualité sur celles-ci et d'alléger la charge de travail des entreprises répondantes.

47. Un des objectifs stratégiques consiste à élargir le champ couvert par le registre des activités industrielles et commerciales en y introduisant des nouveaux secteurs industriels, voire de nouvelles variables indispensables aux statistiques économiques. Ces variables peuvent provenir des bases de données d'autres statistiques relatives aux entreprises ou étayer les données directement recueillies aux fins de telles statistiques. Il faudra peut-être accroître le volume des informations de base sur les entreprises contenues dans le registre, en utilisant par exemple les statistiques régionales.

48. L'autre objectif consiste à créer un registre fonctionnant davantage en temps réel, de caractère interactif, dans le cadre de Statistics Finland. L'interactivité nécessite de nouvelles procédures pour mettre à jour le registre à l'aide des informations les plus récentes provenant de la production d'autres statistiques économiques. Des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années dans la mise à jour du registre quasiment en temps réel. Les registres administratifs font de plus en plus souvent l'objet de mises à jour infra-annuelles, ce qui contribue à l'efficacité de la production de toutes les statistiques relatives aux entreprises.

VIII. CONCLUSIONS

49. Les données administratives offrent divers avantages dans l'établissement du registre des activités industrielles et commerciales et des statistiques économiques. Elles améliorent les modalités de production et la qualité des statistiques de même que le rapport coût-efficacité (y compris dans les procédures internes), élargissent la couverture des données et réduisent du même coup la charge de travail des entreprises répondantes. Il est à noter en outre que l'utilisation des données administratives dans le registre crée une base solide permettant de satisfaire de nouveaux besoins statistiques et d'améliorer les services proposés et la diffusion des statistiques.

50. L'élargissement du registre, qui vise à l'étoffer, à l'actualiser et à lui conférer un caractère plus détaillé, se fonde sur les données administratives. Celles-ci sont d'autant plus utiles que les statistiques économiques donnent lieu à une interaction croissante dans la mise à jour et l'utilisation du registre. En outre, les échanges internationaux de données relatives au registre des activités industrielles et commerciales et aux grandes sociétés multinationales supposent l'utilisation de sources de données administratives et sont d'une importance cruciale pour garantir la qualité de l'ensemble des statistiques économiques à l'heure de la mondialisation.

51. Une solide coopération de haut niveau est indispensable au développement des travaux menés dans ce domaine. Ceux-ci influent directement sur la charge de travail des entreprises répondantes. Pour Statistics Finland, le registre des activités industrielles et commerciales est un des principaux moyens d'améliorer la cohérence et l'efficacité des procédures.

52. Dans la mesure où les utilisateurs des statistiques économiques considèrent qu'une des utilisations les plus importantes de ces statistiques réside dans les comparaisons internationales entre les pays, l'objectif doit être de développer la coopération au niveau international.

Bibliographie

Orjala, Hannele: How to improve the effectiveness of statistics through Customer Relations Management CRM – Experiences of Statistics Finland. Institut international de statistique. Cinquante-cinquième session 2005. Sydney (Australie).

Quality Guidelines for Official Statistics in Statistics Finland, Handbooks 43 B, Helsinki 2002. Publié sous la direction de Johanna Laiho et Leena Hietaniemi.

Use of Registers and Administrative Data Sources for Statistical Purposes. Best Practices of Statistics Finland. Handbooks 45. Statistics Finland. Helsinki 2004.

Statistics Finland – Facing the future with knowledge. Finnish Quality Award Competition 2006 – summary of application. Statistics Finland. 2007.

Viitaharju, Tuula: Managing Administrative Sources, the Business Register as a Link between Economic and Social Statistics – Seizième Table ronde internationale sur les bases des enquêtes relatives aux entreprises. Lisbonne, 21-25 octobre 2002.
